

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
22 mai 2002
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 22 mai 2002, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
du Pakistan auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint une lettre, datée du 22 mai 2002, de M. Abdul Sattar, Ministre des affaires étrangères de la République islamique du Pakistan, dans laquelle celui-ci appelle votre attention sur la dégradation de la situation en Asie du Sud, qui constitue une grave menace pour la paix et la sécurité internationales.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Munir **Akram**



Annexe à la lettre, datée du 22 mai 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Pakistan auprès de l'Organisation des Nations Unies

Lettre datée du 22 mai 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Ministre des affaires étrangères du Pakistan

L'Organisation des Nations Unies est le dépositaire des espoirs de l'humanité en ce qui concerne la prévention de la guerre et la promotion du règlement pacifique des différends internationaux conformément aux principes de la justice et du droit international. Dans cette perspective, le Gouvernement pakistanais appelle votre attention sur l'Article 33 de la Charte des Nations Unies qui prévoit de rechercher la solution des différends et le maintien de la paix et de la sécurité internationales par des moyens pacifiques, par voie de négociation, de médiation, de conciliation, d'arbitrage, d'enquête, de règlement judiciaire, de recours aux organismes régionaux, ou par d'autres moyens pacifiques.

Depuis cinq mois, de dangereuses tensions se sont intensifiées en Asie du Sud. L'Inde a déployé près d'un million d'hommes de troupe en formation de bataille le long de la frontière internationale avec le Pakistan, la ligne de démarcation (« working boundary ») et la ligne de contrôle au Cachemire.

Bien qu'elle ait stationné des centaines de milliers de militaires et mis en place des dispositifs perfectionnés le long de la ligne de contrôle, l'Inde accuse le Pakistan de s'infiltrer à travers la ligne. Tout en portant des accusations non confirmées, l'Inde refuse de soumettre ses allégations au contrôle du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan (UNMOGIP) ou d'accepter une surveillance et une enquête impartiales. Elle refuse l'accès du Cachemire occupé aux médias internationaux et aux organisations internationales des droits de l'homme qui pourraient évaluer en toute indépendance la situation réelle dans le territoire. L'Inde prétend également savoir à quel moment cessent les infiltrations alléguées, s'arrogeant ainsi le rôle de juge et partie.

Les dirigeants indiens accusent le Pakistan chaque fois qu'un incident violent se produit en Inde ou dans le Cachemire occupé. Des dirigeants du Parti Bharatiya Janata ont même accusé le Pakistan d'être responsable du carnage perpétré au Gujarat, alors même que les partis d'opposition ainsi que les organisations locales et internationales des droits de l'homme en attribuaient sans hésitation la responsabilité aux fanatiques hindous appartenant à des organisations extrémistes comme le RSS – organe de tutelle du Bharatiya Janata au pouvoir –, le VHP, le Bajrang Dal et Shiv Sena. Le gouvernement de l'État du Gujarat, qui est contrôlé par le Bharatiya Janata a effectivement aidé et encouragé les pogroms de musulmans. L'organisation Human Rights Watch, dans son rapport sur le carnage de Gujarat, a conclu que les « attaques contre les musulmans sur l'ensemble de l'État avaient été planifiées, bien avant l'incident de Godhra, et organisées avec une importante participation de la police et en étroite coopération avec les dirigeants du gouvernement de l'État appartenant au parti Bharatiya Janata ». De même, un rapport établi par un groupe de femmes parrainé par l'organisation Citizen's Initiative a observé que « l'État ... avait abdiqué les responsabilités qui lui incombent en matière de protection de tous ses citoyens. Pire, il avait activement

participé à la mutilation, au viol et au meurtre de centaines de femmes et d'enfants du Gujarat ».

La même attitude a été adoptée par le Gouvernement indien lors des violents incidents qui se sont produits dans le Cachemire occupé. Qu'il s'agisse de l'incident de Chitisingpura en mars 2002 ou des meurtres d'Amarnath Yatra à la fin de l'année, les autorités indiennes ont toujours avancé qu'elles étaient le fait du Pakistan. Ces accusations fallacieuses visent à condamner le combat des Cachemiriens pour la liberté et font partie de la stratégie de propagande de l'Inde visant à perpétuer son occupation de l'État. Selon la Conférence multipartite Hurriyat, plus de 75 000 Cachemiriens ont été massacrés par l'armée, les forces paramilitaires et les forces de police indiennes.

L'Inde, non seulement a refusé l'ouverture d'enquêtes internationales impartiales de ces affaires et d'autres affaires similaires, mais a également mis fin à ses propres enquêtes lorsqu'il est apparu que ces meurtres pouvaient avoir été réellement commis par les forces indiennes. La falsification des tests d'ADN de Cachemiriens innocents, tués en tant que terroristes responsables du massacre de Chitisingpura, est un cas bien trop connu pour qu'il soit utile de l'évoquer une nouvelle fois.

La dernière attaque d'un camp militaire au Jammu le 14 mai 2002 a encore accentué la stridence des menaces indiennes. Le Ministre indien de la défense a parlé de « punir » le Pakistan. Le chef de l'armée a déclaré publiquement : « L'heure n'est plus aux mots mais à l'action ». Dans une résolution adoptée par les deux Chambres du Parlement le 17 mai, le Pakistan a été accusé d'encourager le terrorisme. Le 18 mai, le Gouvernement indien a demandé le rappel de notre Haut Commissaire à New Delhi. Le motif, qui pousse l'Inde à faire ces déclarations menaçantes et belliqueuses, à poursuivre cette dangereuse escalade et à continuer à concentrer ses troupes à la frontière, est évident. Elle pratique une diplomatie de coercition visant à faire pression sur le Pakistan pour qu'il abandonne sa légitime position sur le Cachemire. Le gouvernement du Bharatiya Janata veut également détourner l'attention internationale du massacre de la communauté musulmane minoritaire du Gujarat ainsi que d'autres problèmes intérieurs.

L'Organisation des Nations Unies et la communauté internationale doivent demander les raisons pour lesquelles l'Inde se prépare à faire la guerre au Pakistan avec toutes les conséquences dangereuses que cela entraîne, tout en rejetant les moyens universellement reconnus de règlement des différends ainsi que les propositions d'enquête impartiale, de surveillance, d'envoi de mission ou d'aide visant à apaiser les tensions. Une telle attitude n'est pas celle d'un État responsable qui respecte les principes de la Charte et croit en la paix et adhère aux normes internationales de conduite. C'est le comportement d'une puissance arrogante qui cherche à profiter du climat et des préoccupations internationales actuelles et croit qu'elle a toute latitude de commettre une agression sous prétexte de lutter contre le terrorisme.

Le Pakistan, qui fait partie de la coalition internationale contre le terrorisme, s'emploie activement à lutter contre le terrorisme international et à libérer la société de tout extrémisme. Notre action est entravée du fait de l'escalade et de la tension résultant de la concentration massive de militaires indiens le long de nos frontières. Bien que nous soyons désireux d'éviter un conflit, nous sommes également prêts à répondre résolument, dans l'exercice de notre droit de légitime défense, à toute

agression de la part de l'Inde contre le territoire pakistanais ou les territoires du Cachemire, dont la défense reste de notre responsabilité. Nous voulons éviter une telle évolution de la situation, mais nous ne pouvons pas nous permettre de laisser faiblir notre vigilance et notre capacité d'intervention en cas d'urgence.

Nous sommes prêts à nous associer à tout effort ou bons offices de l'Organisation des Nations Unies ou de la communauté internationale en vue d'atténuer les tensions, de préserver la paix et de promouvoir le dialogue entre les deux pays.

Je porte la situation actuelle à votre attention afin que vous preniez les mesures qui vous sembleront appropriées. La situation explosive créée par l'Inde du fait de la concentration de troupes le long de notre frontière et de la ligne de contrôle ainsi que les déclarations menaçantes et non justifiées des dirigeants indiens représentent une grave menace pour la paix et la sécurité de la région. Nous demandons donc à l'Organisation des Nations Unies et à la communauté internationale d'user de leurs bons offices auprès de l'Inde et de lui conseiller de choisir la voie du dialogue et des négociations et non celle de la confrontation pour résoudre la question du Jammu et du Cachemire et autres questions pendantes entre les deux pays.

Je vous prie de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

Le Ministre des affaires étrangères
de la République islamique du Pakistan
(Signé) Abdul **Sattar**
